

tude d'une extrême prudence dans sa façon d'avancer. Mais de toute manière, il faudra bien en terminer dans une semaine.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

G7 - Sommet de Naples - Déclaration du Président, M. Silvio Berlusconi

Participation de la Russie au Sommet de Naples du G7

1. La pleine participation du Président de la Fédération de Russie à nos discussions politiques rehausse la signification de notre rencontre. Ce partenariat, conséquence des réformes qui ont eu lieu en Russie, réaffirme notre volonté de traiter ensemble les problèmes contemporains d'une manière constructive et responsable.

Bosnie - négociations de Genève - reconstruction de Sarajevo - Mostar

2. Nous croyons fermement que les parties au conflit bosniaque devraient accepter le plan qui leur a été présenté le 6 juillet à Genève. Nous les pressons de le faire avant le 19 juillet. Si cette occasion n'est pas saisie, il existe un risque sérieux que les combats reprennent à plus large échelle. Les parties devraient s'abstenir de toute action militaire.

Nous ferons en sorte que les mesures annoncées aux parties en cas d'acceptation ou de refus du plan soient mises en œuvre.

Nous soutenons le plan d'action mis en œuvre par les Nations unies pour la reconstruction de Sarajevo et nous accueillons avec satisfaction la signature, le 5 juillet, par l'Union européenne et les parties concernées, du Mémoire d'entente relatif à l'administration de Mostar par l'Union européenne.

En ce qui concerne les zones de protection des Nations unies en Croatie, nous lançons un appel pressant au respect du cessez-le-feu, à la reprise des discussions et la reconnaissance mutuelle des frontières existantes.

Corée du Nord - décès de Kim Il-Sung - AIEA

3. Après le décès de Kim Il-Sung, nous devons continuer à rechercher une solution aux problèmes causés par la décision de la Corée du Nord de se retirer de l'AIEA. Nous demandons instamment à ce pays de continuer le dialogue avec la Corée du Sud et la communauté internationale, et notamment de poursuivre les négociations avec les Etats-Unis et de participer au Sommet prévu avec la Corée du Sud. Nous pressons la Corée du Nord d'assurer une transparence totale de son programme nucléaire par un respect complet et inconditionnel de ses obligations dans le domaine de la non-prolifération et d'éliminer, une fois pour toutes, les suspicions entourant ses activités nucléaires. Nous soutenons les efforts qui ont repris pour régler par le dialogue la question nucléaire nord-coréenne et nous soulignons l'intérêt qui s'attache à ce que la Corée du

Nord permette à l'AIEA de continuer à exercer ses garanties et maintienne le gel de son programme nucléaire, notamment en évitant le retraitement du combustible utilisé ou la recharge de ses réacteurs nucléaires.

Proche-Orient - processus de paix - fin du boycott d'Israël par les pays arabes - Liban

4. Nous avons accueilli avec satisfaction la Déclaration de principes israélo-palestinienne et la signature de l'accord de Gaza et Jéricho, en tant que première étape de sa mise en œuvre. Nous reconnaissons la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de l'assistance et de créer les conditions d'une réelle amélioration des conditions de vie. Des progrès sur les autres volets bilatéraux et dans les négociations multilatérales sont maintenant indispensables pour parvenir à un règlement durable et d'ensemble du conflit israélo-arabe et à un processus plus large de paix et de coopération dans l'ensemble du Moyen-Orient et de la région méditerranéenne. Nous appelons la Ligue des Etats arabes à mettre fin au boycott d'Israël. Nous soutenons les efforts de reconstruction d'un Liban prospère et indépendant.

Résolutions du Conseil de sécurité sur l'Irak et la Libye

Nous réitérons notre détermination à assurer la mise en œuvre pleine et entière de chacune des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à l'Irak et à la Libye jusqu'à leur plein respect et nous rappelons qu'une telle mise en œuvre devrait conduire à réexaminer les sanctions.

Iran - terrorisme

Nous invitons le gouvernement de l'Iran à participer de manière constructive aux efforts internationaux pour la paix et la stabilité et à modifier son comportement contraire à ces objectifs, entre autres en ce qui concerne le terrorisme.

Algérie - dialogue politique

Nous soutenons la décision du gouvernement algérien d'aller de l'avant dans la voie très prioritaire des réformes économiques qui doit être poursuivies avec décision, tout en invitant instamment les dirigeants algériens à poursuivre un dialogue politique avec toutes les composantes de la société algérienne qui récusent la violence et le terrorisme. Nous condamnons le récent massacre des marins italiens et des autres victimes et nous présentons nos condoléances à leurs familles.

Yemen

Nous invitons le gouvernement de la République du Yémen à résoudre ses divergences politiques à l'intérieur du pays par le dialogue et par des voies pacifiques, et à s'assurer que les problèmes humanitaires, notamment à Aden et ses alentours, sont traités. Les obligations internationales, notamment en ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale, devraient être respectées.

Afrique du Sud - Rwanda - Angola

5. En réponse au récent appel du Secrétaire général des Nations unies, nous avons consacré une attention particulière à la situation du continent africain. Nous saluons l'œuvre accomplie par le peuple d'Afrique du Sud qui a mis un terme à l'apartheid par des voies constitutionnelles, et nous nous engageons à assister le nouveau gouvernement dans ses efforts pour construire une démocratie stable et prospère. Nous sommes également douloureusement conscients de la tragédie humanitaire affectant de nombreux pays africains et nous ferons de notre mieux pour les aider. Nous sommes, en particulier, consternés par la situation au Rwanda et nous demandons le déploiement rapide de la MINUAR II. Nous lançons un appel pressant à l'instauration d'un cessez-le-feu durable conduisant à un règlement politique et à un effort humanitaire accru urgent, qui poursuivent sans solution de continuité l'action très méritoire de la France. Nous soutenons les efforts pour mettre en œuvre le règlement en Angola.

Haïti

6. Nous exigeons que le commandement militaire à Haïti applique entièrement les résolutions pertinentes des Nations unies et permette le rétablissement de la démocratie et le retour du gouvernement démocratiquement élu du Président Aristide. Nous invitons tous les Etats à exercer des pressions sur le régime de facto ainsi qu'à mettre en œuvre toutes les mesures renforcées des Nations unies concernant Haïti.

Armes nucléaires, chimiques et bactériologiques - TNP

7. La prolifération des armes de destruction massive et des missiles constitue l'une des plus sérieuses menaces à la paix et à la sécurité internationale. Nous appelons tous les Etats qui ne sont pas parties au TNP à y adhérer en tant qu'Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous affirmons notre soutien sans équivoque à la prorogation en 1995 de ce Traité pour une période illimitée. Nous soulignons l'importance de la poursuite de la réduction des armes nucléaires et nous confirmons notre engagement à mettre au point des Traités universels, vérifiables, d'interdiction complète des essais nucléaires et d'interdiction de la production de matière fissile pour des armes nucléaires. Nous réaffirmons notre engagement pour favoriser l'entrée en vigueur la plus rapide possible de la Convention d'interdiction des armes chimiques et nous nous réjouissons de la tenue de la Conférence spéciale des Etats parties à la Convention Biologique et sur les armes bactériologiques. Nous réaffirmons notre volonté que soit pleinement mis en œuvre le registre des Nations unies sur les armes conventionnelles. Nous sommes d'accord pour coopérer pour prévenir la contrebande nucléaire. Nous donnons priorité au traitement du problème des mines terrestres antipersonnel, aux efforts destinés à contrôler leur usage, à arrêter leur exportation et à aider à leur élimination dans l'ensemble du monde.

Nous travaillerons ensemble et avec d'autres à des contrôles effectifs à l'exportation afin d'assurer le com-

merce des armements et des matériels sensibles à double usage soit conduit de manière responsable.

Nous encourageons les efforts de non-prolifération au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

Rôle des Nations unies - problèmes des cotisations - nécessité de généraliser la diplomatie préventive - rôle des organisations régionales

8. Les Nations unies ont un rôle central dans le domaine de la diplomatie préventive, ainsi que dans celui du maintien de la paix, de l'imposition de la paix et de la consolidation de la paix à l'issue des conflits. Il est essentiel que toutes ces opérations soient dûment mandatées, planifiées, organisées et financées de manière efficace pour répondre aux attentes mises en elles. Tous les membres des Nations unies ont des responsabilités claires à cet égard et doivent s'en acquitter. Les arriérés de paiement doivent être éliminés et les contributions payées rapidement et intégralement tandis qu'une échelle plus équitable des contributions devrait refléter l'évolution de l'économie mondiale et de la composition des Nations unies. La réforme des Nations unies doit se poursuivre afin de garantir efficacité, meilleure gestion, meilleur rendement.

Les organisations régionales peuvent apporter une contribution significative dans le domaine de la diplomatie préventive et du maintien de la paix, en pleine conformité avec la Charte des Nations unies et les textes pertinents de la CSCE. Nous soulignons l'importance du consentement de toutes les parties dans les opérations de maintien de la paix et réitérons la nécessité de respecter en toutes circonstances la souveraineté et l'intégrité territoriale. Nous mettons également l'accent sur le fait qu'un mandat des Nations unies est nécessaire quand les forces de maintien de la paix peuvent être confrontées à la nécessité de faire usage de la force au-delà des exigences de l'autodéfense.

CSCE - pacte de stabilité

Le sommet de la CSCE à Budapest en décembre devrait constituer une étape importante dans le processus de renforcement du rôle et des moyens de la CSCE.

Nous soutenons la conclusion du Pacte de Stabilité visant au développement de bonnes relations en Europe.

ASEAN

Dans la zone Asie/Pacifique, nous accueillons avec satisfaction l'engagement d'un dialogue régional sur les questions de sécurité, notamment au sein du forum régional de l'ASEAN.

Droits de l'Homme - Haut Commissariat de l'ONU

9. Nous soutenons l'amélioration des procédures et des mécanismes de contrôle international prévus pour la promotion et la protection des Droits de l'Homme, partout dans le monde, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, et nous nous engageons à soutenir la fonction nouvellement créée de Haut Commissaire des Nations unies pour les

Droits de l'Homme. Nous sommes déterminés à renforcer les efforts pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, le nationalisme agressif, l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance.

Questions humanitaires

La communauté internationale devrait se doter de moyens plus efficaces pour répondre d'une manière rapide aux problèmes humanitaires urgents dans l'ensemble du monde. Nous chercherons à améliorer nos capacités grâce aux moyens de l'ONU et d'autres mécanismes appropriés, afin de répondre à ces besoins.

Terrorisme - crime organisé - trafic de drogues

10. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes, particulièrement quand il est soutenu par les Etats, et sommes résolus à coopérer pour le combattre fermement. Nous invitons tous les pays impliqués à renoncer à leur soutien au terrorisme, y compris au soutien financier, et à prendre des mesures efficaces pour interdire l'usage de leur territoire aux organisations terroristes. Nous soulignons que le crime organisé et le trafic des drogues sont une menace pour la vie politique, économique et sociale, et nous invitons à une coopération internationale renforcée. Nous sommes convenus de ce que la Conférence mondiale au niveau ministériel qui se tiendra à Naples en octobre à l'initiative du gouvernement italien, sera une occasion très importante pour faire progresser cette coopération.

Russie - processus de réformes

11. Cette réunion nous a également donné l'occasion d'un échange de vues sur le processus de réformes en Russie, tâche historique que le Président et le gouvernement russes continuent de faire progresser avec le soutien confirmé de la communauté internationale. Le Président Eltsine a présenté les vues de la Russie sur des sujets économiques et de sécurité globaux. Nous avons l'intention de coopérer sur des questions telles que le crime international, le blanchiment d'argent, la sûreté nucléaire ainsi que d'autres problèmes.

12. Dans l'attente du Sommet d'Halifax, nous continuerons de coopérer étroitement pour améliorer les conditions de paix et de sécurité dans le monde.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Conférence de presse du Président de la République, M. François Mitterrand à l'issue du Sommet de Naples du G7

Mesdames et messieurs,

G7 - Sommet de Naples - participation de la Russie

Comme vous le savez, nous avons eu hier une réunion à sept, sans oublier le représentant de la Communauté européenne. Aujourd'hui, nous étions huit, en raison de la présence du Président russe et les

conversations ont été essentiellement politiques. Vous avez pu prendre connaissance des différents sujets traités et la déclaration de M. Berlusconi, président du Sommet, a déjà dû vous parvenir. Donc, ce tour d'horizon politique a été consacré à bon nombre de grands problèmes du moment. J'attirerai votre attention sur la manière dont ont été traités les problèmes de la Bosnie et du Rwanda, et également sur ce que j'avais annoncé comme objectifs cibles : l'Afrique du Sud, ou les questions touchant à la sûreté nucléaire et, particulièrement, avec la disparition du Président Kim Il-Sung, l'état éventuel des négociations avec la Corée du Nord.

La Russie a pleinement participé à la discussion. Son avis était utile en tous domaines mais particulièrement sur ce qui touchait à l'ancienne Yougoslavie. Nous avons tous été d'accord pour estimer qu'il ne devait plus y avoir de dérobade. Les parties prenantes au conflit sont saisies d'une proposition de règlement. Nous pensons tous qu'elles doivent y donner réponse dans les délais impartis.

Yemen - Algérie

Il a été question du Yémen, dans le cadre de l'unité de ce pays ; de l'Algérie : accueil positif pour les réformes économiques en cours et appel à la poursuite du dialogue avec les forces démocratiques - mais la "poursuite du dialogue" est un terme qui aurait évidemment besoin d'être précisé.

Rwanda

Sur le Rwanda, vous savez que la France fait face à ce problème, avec bien peu de concours, à l'exception des Sénégalais, par la création des zones humanitaires de sécurité. Et il y a ce problème prévu, évidemment, mais qui se pose d'une manière plus pressante chaque jour, celui des personnes déplacées devant l'évolution du front dans la guerre civile qui se déroule là-bas. Il s'agit de 850 000 à plus d'un million de personnes qu'il faudra savoir et pouvoir aider pour éviter un nouveau drame de grande ampleur. C'est une situation de détresse et nous souhaitons vraiment que des organisations internationales, des organisations humanitaires se mobilisent. La France continue sa mission, en conformité avec le mandat qui lui a été fixé par les Nations unies. Elle attend la relève. Elle a d'ailleurs annoncé ce qu'elle entendait faire et il nous semble, à l'issue de cette réunion et au vu des informations reçues, qu'il y aurait peut-être un peu plus de sentiment d'urgence qu'il n'y en avait ces derniers jours.

J'ai observé, tout de même, avec intérêt, et même avec une certaine satisfaction, que ce que l'on appellera le G8, a tenu à marquer une reconnaissance particulière des efforts accomplis par la France, qualifiés de "méritoires".

Voilà, je vais m'arrêter là. Vous avez la déclaration présidentielle. Elle comporte douze points. Selon le degré d'intérêt que vous portez à tel ou tel de ces points, je suis à votre disposition.